

## **La France réussira à redresser son économie en tirant parti de la mondialisation, et non en prenant le risque de s'en écarter !**

*Un manifeste signé par des entrepreneurs qui sont convaincus que c'est l'ouverture au commerce international - et non l'inverse - qui permettra à notre pays de s'en sortir.*

Nous sommes des exportateurs, des entrepreneurs, des patrons de PME, des praticiens du commerce international. La France est le cinquième pays exportateur au monde et chaque jour 124 000 entreprises industrielles installées en France travaillent pour la demande mondiale, et plus encore d'entreprises de services. Ceci n'est possible que grâce à l'ouverture des marchés étrangers, contrepartie de l'ouverture du marché français, l'échange étant toujours basé sur la réciprocité. Directement ou indirectement ce sont plus de 5 millions de Français qui travaillent pour l'export, soit un emploi sur cinq. Adopter une posture protectionniste n'apportera pas la prospérité car elle nous fermera inévitablement en retour ces marchés et détruira de l'emploi en France.

Nous observons partout la croissance permise par l'expansion des échanges mondiaux: en 25 ans un quart de la population mondiale est sortie de la pauvreté, les pays les plus riches sont souvent les plus ouverts aux échanges<sup>1</sup>; la plupart des pays de la zone euro ont une croissance tirée par leurs exportations<sup>2</sup>. Et en particulier : les pays européens où le chômage est le plus bas sont ceux qui sont les plus ouverts à la mondialisation<sup>3</sup>. A l'inverse, ce sont des pays pauvres qui s'enferment dans une logique de repli protectionniste<sup>4</sup>.

Ainsi ce n'est pas la mondialisation qui est à l'origine du chômage de masse en France ; elle constitue au contraire une opportunité pour le réduire. En effet, la croissance se trouve d'abord sur les marchés internationaux : 96,5% de la demande mondiale se trouve à l'extérieur de nos frontières alors que le marché français ne pèse que 3,5% du marché mondial. Seul le choix de l'ouverture permettra à nos entreprises d'en bénéficier pour créer des emplois.

Qui plus est taxer les importations ce serait donc *in fine* taxer nos exportateurs<sup>5</sup>. Car au-delà des bénéfices qu'en tirent les consommateurs des importations en termes de prix ou de variété, celles-ci sont aussi souvent des exportations. La valeur de nos exportations manufacturières se décompose en effet en trois tiers : un tiers de valeur ajoutée industrielle française, un tiers de services français achetés par les industriels français, un dernier tiers d'importations utilisées par nos entreprises industrielles.

La mondialisation, c'est aussi le mouvement international des entreprises et des personnes. Les 37 000 filiales à l'étranger de groupes français assurent le rayonnement de nos entreprises et permettent le rapatriement de 60 milliards de revenus de ces investissements, soit 2 000 euros par ménage français et par an. Un salarié français du secteur privé sur huit travaille dans une entreprise à capitaux étrangers<sup>6</sup>, soit près de 2 millions d'emplois en France. Chaque année plus de 80 millions de touristes visitent la France ; chaque jour 360 000 travailleurs frontaliers français vont travailler à l'étranger (dont 160 000 pour la seule région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine)<sup>7</sup>. Il y a 2,4 millions de nos concitoyens qui vivent à l'étranger et font ainsi rayonner la France. Personne n'a intérêt à prendre le risque de déstabiliser ces échanges.

Car imposer des mesures protectionnistes, c'est prendre le risque d'initier un cycle qui mettrait à mal l'une des plus grandes sources de création de richesse déployée depuis des siècles. Loin de résoudre le chômage de masse dans notre pays, cela se traduirait par des pertes d'emplois massives. Depuis toujours le commerce international enrichit les parties prenantes, et a contrario il est prouvé que celui qui s'en écarte s'appauvrit au profit de ceux qui poursuivent l'échange.

---

<sup>1</sup> Etats-Unis, Allemagne, Scandinavie, Singapour, etc.

<sup>2</sup> Allemagne, Italie, Benelux, Espagne, etc.

<sup>3</sup> Allemagne, Royaume-Uni, Suède, Danemark, Suisse, Autriche, Pays Bas.

<sup>4</sup> Tanzanie, Bangladesh,...

<sup>5</sup> Chiffres basé sur le calcul usuel dit « commerce en valeur ajoutée ».

<sup>6</sup> Dans le secteur marchand, chiffres INSEE.

<sup>7</sup> Chiffres pour l'année 2012, enquête INSEE

Il nous semble donc essentiel de ne pas se lancer dans une aventure protectionniste sans avenir, mais de relever sérieusement et intelligemment les deux défis majeurs de l'économie de notre pays : (i) tirer le meilleur avantage des échanges internationaux, et (ii) travailler à améliorer la formation pour stimuler le marché de l'emploi.